

GEA
associazione
dei geografi

Casella
postale
1605

CH-6500
Bellinzona

CCP
65-7787-6

Numero

Info Gea

■ Editoriale

Armonizzare spazi e tempi

In questo numero si potranno trovare alcune riflessioni sul mutamento climatico e ambientale e sulla gestione dei territori, questioni che evidenziano la necessità di una applicazione dell'idea di sviluppo sostenibile che integri tempi e spazi diversi.

Il raggiungimento dello sviluppo sostenibile è, più di ogni altro, un problema spazializzato e territorializzato. Concetti come impatto ambientale o capacità di carico non acquisirebbero alcun senso se non in riferimento a un determinato ecosistema e in relazione a un contesto locale circoscritto e definito.

Nella produzione di conoscenza e nel governo delle scelte da condurre sulla base della sostenibilità interviene un problema di scala. I geografi, in questo caso, ci ricordano che la scelta della scala è una precondizione per ogni azione sul territorio.

Se nell'ottica del raggiungimento della sostenibilità a livello globale si dovrà tendere verso la raccolta di dati generali, la ricerca di soluzioni etiche e l'allestimento di norme di diritto internazionale, a livello locale dovrà intervenire il monitoraggio regionale, la scelta degli interventi operativi, la valutazione delle scelte fra equilibrio energetico e equilibrio economico, l'applicazione di innovazioni e di tecnologie sostenibili.

A questa scala si possono inoltre cogliere le relazioni verticali tra società e ambiente e appaiono le culture locali dell'abitare e le loro diversità.

Per poter comprendere e agire occorre però che i vari livelli spaziali siano costantemente messi in relazione.

Nelle scelte di sviluppo regionale è pure presente una nozione di tempo. Considerare l'evoluzione e prevedere le trasformazioni degli spazi per l'avvenire è al centro delle preoccupazioni dei pianificatori.

Numero

11

Gennaio 2001



Enzo Tiezzi qualche anno fa ricordava la differenza tra tempi storici e tempi biologici. I tempi storici sono quelli delle scelte brevi, tempi di rapina nei confronti del mondo naturale («più velocemente si utilizzano le risorse più avanza il progresso»), quelli dell'uso di energie non rinnovabili che avevano impiegato migliaia di anni per costituirsi e che vengono liberate in tempi brevi e utilizzate fino al loro esaurimento. I tempi biologici, quelli dell'ecologia, sono i tempi lunghi dell'evoluzione degli organismi viventi (milioni di anni), della ricostituzione delle risorse, della solidarietà con le generazioni future.

Un'economia sostenibile deve ricordarsi che la velocità dei prelievi deve essere pari alla capacità di rigenerazione della natura e che la produzione di immissioni deve essere pari alle capacità di assorbimento della biosfera.

Quelle scelte in cui la differenza tra tempi biologici e tempi di produzione (i tempi storici) non viene presa in considerazione, generano crisi e non sono sostenibili.

Oggi più che mai occorre trovare una via alla sostenibilità che sia in grado di armonizzare gli spazi nelle loro diverse scale e articolazioni con le diverse durate dei tempi.

■ Polarità

Réchauffement du climat, sécheresse et feux de forêts au Tessin

par *Martine Reberet*

climatologue, collaboratrice scientifique de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP) et chargée de cours à l'Université de Genève

Al'antenne tessinoise du FNP on se préoccupe depuis de nombreuses années des feux de forêts qui sont relativement fréquents en hiver au sud des Alpes. Marco Conedera et ses collègues¹ ont remarqué entre autres que ces feux sont devenus nettement plus fréquents depuis les années '60, ce qui est vraisemblablement au moins en partie à mettre en relation avec les changements intervenus dans notre mode de vie. Ils ont relevé par exemple que les feux survenaient maintenant plus souvent le samedi ou le dimanche que les autres jours de la semaine. Le lien avec les activités humaines de loisirs est évident. Il existe certainement aussi un lien avec l'entretien ou le non-entretien des châtaigneraies, même s'il est nettement moins évident à démontrer.

En tant que climatologue, la question à laquelle je souhaitais répondre était de savoir si le réchauffement climatique intervenu durant le XX^e siècle avait amené des conditions plus favorables qu'avant au déclenchement des feux de forêts. Le but final de cette recherche étant de tenter de prévoir si les conditions cli-

matiques au siècle prochain seront davantage favorables aux feux de forêts qu'elles ne l'étaient par le passé.

Il faut savoir en effet que si l'ensemble du globe s'est réchauffé en moyenne de 0,7 C, la Suisse s'est réchauffée bien davantage, soit d'approximativement 1,5 C. On le voit bien sur la figure 1 qui montre d'une part le réchauffement moyen de l'ensemble de la planète et d'autre part le réchauffement mesuré en Suisse. Dans notre pays, on remarque trois périodes de réchauffement important, bien visibles sur cette figure : les années '20, les années '40 jusqu'au début des années '50 ainsi que les années '80-'90.

Le Tessin est paradoxalement l'une des régions les plus pluvieuses de Suisse et même du domaine alpin si l'on considère le total annuel des précipitations. Il pleut en moyenne 1,8 mètre à Locarno ou Lugano, alors que l'on ne mesure guère qu'un mètre à Genève, 1,3 mètre à Montreux, au pied des Alpes ou seulement 0,6 mètre à Viège dans la vallée du Rhône. En même temps, le sud des Alpes est bien aussi l'une des régions les plus ensoleil-

1 M. Conedera, M. Marcozzi, B. Jud, D. Mandallaz, F.

Charrelain, C. Frank, F. Kienast, P. Ambrosetti, G. Corti, *Incendi boschivi al Sud delle Alpi: passato, presente, e possibili sviluppi futuri*, 96 pp., Hochschulverlag ETH, Zürich, 1996.

2 M. Reberet, *Twentieth century trends in droughts in*

southern Switzerland, Geophysical Research Letters, vol. 26, no 6, pages 755-758, 1999.

lées du pays. Seul le Valais peut prétendre rivaliser avec lui en matière d'ensoleillement. Il y a à peu près autant de soleil à Sion ou à Montana qu'à Lugano, mais Locarno bat tous les records nationaux dans les longues séries de mesures de MétéoSuisse. La particularité du sud des Alpes réside dans des précipitations très intenses durant l'été opposées à des hivers extrêmement secs. Une très large majorité des précipitations tombent d'avril à octobre. Les conditions favorables aux feux de forêts sont avant tout une sécheresse prolongée, condition que l'on peut rencontrer de novembre à mars au sud des Alpes. Lorsque l'on observe aussi bien les totaux annuels de précipitations que ceux de la saison sèche, on se rend vite compte qu'il existe de très importantes disparités d'une année à l'autre et que cela nous empêche de voir une tendance générale dans ce genre de données. En revan-

che, lorsque l'on se limite à l'observation des épisodes les plus extrêmes, ceux qui ont vu les sécheresses les plus longues, des phénomènes très intéressants apparaissent. Si l'on retient les années où l'on a mesuré un épisode de sécheresse durant au moins deux mois avec au maximum 10 mm de précipitations au total durant la période, une quinzaine d'années sortent du lot sur l'ensemble du siècle. La figure 2 montre les années durant lesquelles ces épisodes de longue sécheresse sont intervenus à Locarno ainsi que la durée de ces épisodes. Les records ont été mesurés en 1953 et 1997 où la sécheresse a duré plus de 3 mois. Ce que l'on peut observer sur ce graphique, c'est premièrement une tendance générale, au cours du siècle, à l'augmentation de la durée de ces épisodes de sécheresse. Cependant, avec un si petit nombre d'événements, il est statistiquement difficile de tirer

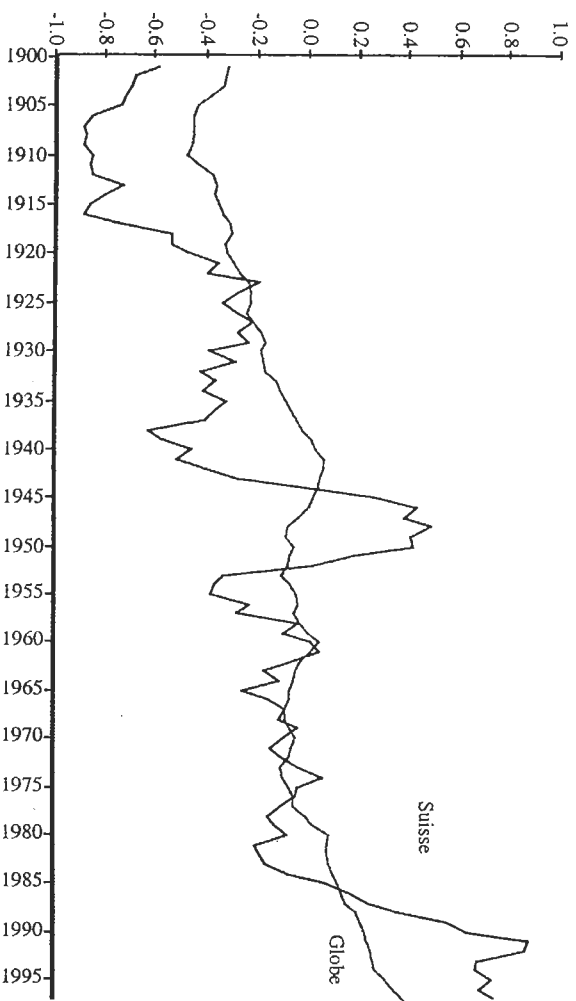


Fig. 1: Ecart à la moyenne des températures de l'ensemble de la planète et en Suisse (moyenne des stations de Neuchâtel, Davos, Bâle et Säntis).



Fig. 2: Durée en nombre de jours des épisodes de sécheresse à Locarno comportant au moins 2 mois totalisant moins de 10 mm d'eau.

une conclusion sur ce point. Ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est de relever que ces épisodes de sécheresse se sont concentrés principalement sur les périodes qui ont vu un fort réchauffement de la température. Vous vous souvenez? Les années '20, les années '40, jusqu'au début des années '50, ainsi que les années '80-'90. Il semble bien que ce soit durant ces périodes de fort réchauffement en Suisse que les épisodes de sécheresse hivernale ont été les plus intenses au Tessin. Les chances sont donc grandes pour qu'au XXI^e siècle, où l'on attend un réchauffement de la température globale nettement plus important que celui que nous avons vécu jusqu'ici, les hivers tessinois soient encore plus souvent favorables aux feux de forêts. Et cela indépendamment de tous les paramètres humains qui peuvent entrer en ligne de compte. Tout ce que nous pourrions faire, à part encourager l'ensemble de la planète à émettre moins de CO2 dans l'atmosphère, ce sera de faire en sorte que ces paramètres humains soient les plus favorables. Il faudra d'une part continuer à sensibiliser tous les usagers de la forêt et d'autre part tenir compte de ces paramètres lorsqu'il s'agira de prendre des décisions en matière d'entretien des forêts ou de lutte contre le feu.

une conclusion sur ce point. Ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est de relever que ces épisodes de sécheresse se sont concentrés principalement sur les périodes qui ont vu un fort réchauffement de la température. Vous vous souvenez? Les années '20, les années '40, jusqu'au début des années '50, ainsi que les années '80-'90. Il semble bien que ce soit durant ces périodes de fort réchauffement en Suisse que les épisodes de sécheresse hivernale ont été les plus intenses au Tessin. Les chances sont donc grandes pour qu'au XXI^e siècle, où l'on attend un réchauffement de la température globale nettement plus important que celui que nous avons vécu jusqu'ici, les hivers tessinois soient encore plus souvent favorables aux feux de forêts. Et cela indépendamment de tous les paramètres humains qui peuvent entrer en ligne de compte. Tout ce que nous pourrions faire, à part encourager l'ensemble de la planète à émettre moins de CO2 dans l'atmosphère, ce sera de faire en

Cambiamenti climatici e stazioni sciistiche ticinesi.

Quale futuro?

di Olivier Chassot
geografo

I cambiamenti climatici previsti per i prossimi anni permetteranno ancora la pratica dello sci nel Canton Ticino?

Al contrario di quanto si potrebbe supporre, la risposta è generalmente affermativa anche se per alcune località ci saranno dei cambiamenti. Dalle mie ricerche risulta infatti che alcune località sciistiche principali situate ad un'altitudine medio-bassa, potrebbero subire alcuni impatti negativi. Questi non dovrebbero però essere catastrofici. Sarà comunque necessario proporre una diversificazione dell'offerta turistica per dipendere economicamente meno dal fattore innevamento.

Le ipotesi più probabili sui cambiamenti climatici quantificano in due gradi Celsius l'aumento della temperatura media invernale nella regione a meridione delle Alpi. Se così fosse, il limite d'innevamento garantito, ossia il limite a partire dal quale sono assicurati almeno cento giorni sciabili con un minimo di trenta centimetri di neve, potrebbe progressivamente passare entro il 2050, dagli attuali 1200 ai futuri 1500 metri sul livello del mare.

Tra le stazioni sciistiche principali sono soprattutto quelle del Monte Tamaro, di Cardada-Cimetta e di Campo Blenio-Chirone che potrebbero subire i maggiori impatti negativi (per quest'ultima non considerando però l'innevamento artificiale). Parte della loro superficie attualmente sciabile verrebbe a trovarsi completamente o parzialmente al di sotto del nuovo limite d'innevamento. Per le località

che possiedono invece delle piccole infrastrutture sciistiche, stazioni dette secondarie, le incidenze potrebbero essere molto variabili a dipendenza della localizzazione e dell'altitudine. Solo Cioss Prato sembrerebbe non incontrare particolari problemi.

Da un punto di vista strategico la situazione è però parzialmente diversa, poiché di fronte a queste ipotesi il settore turistico invernale ticinese non rimane passivo. Infatti, tra gli operatori, esiste una chiara consapevolezza della problematica, e questo soprattutto a partire dagli anni Ottanta durante i quali si sono avute alcune stagioni con problemi legati all'innevamento.

Da alcuni anni la maggior parte dei responsabili delle località turistiche sta adottando nuove strategie turistiche.

Da una parte si vuole mantenere o consolidare l'attività invernale legata allo sci, mentre dall'altra ci si indirizza sempre più verso una diversificazione delle attività turistiche, soprattutto durante le stagioni non invernali. In sostanza nel turismo di montagna si vuole diminuire, laddove è possibile, la dipendenza dal fattore innevamento.

Tra le località principali, sono soprattutto quelle considerate a rischio che mostrano maggiore iniziativa. Mentre per le piccole stazioni sciistiche, ad eccezione del Monte Lema, le dimensioni spaziali ristrette e i limiti economici rendono difficile la possibilità di diversificare l'attuale offerta monosportiva,

Ticino: stazioni sciistiche principali

Stazioni sciistiche	alt. minima (m s.l.m.)	alt. massima (m s.l.m.)	alt. media (m s.l.m.)
Airolo-Pescium	1175	2250	1713
Bosco-Gurin	1507	2300	1904
Campo-Blenio	1250	1600	1425
Cardada-Cimetta	1350	1700	1525
Carì	1610	2160	1885
Nara	875	2123	1499
Tamaro	1150	1650	1400
Media	1274	1969	1621

Ticino: stazioni sciistiche secondarie

Stazioni sciistiche	alt. minima (m s.l.m.)	alt. massima (m s.l.m.)
Airolo-Luvina	1160	1340
Alpe di Neggia	1390	1600
Cioss Prato	1570	1670
Monte Lema	1400	1620
Novaggio	650	750
Prato Leventina	1050	1280
Media	1203	1377

basata unicamente sullo sci.

Per la maggior parte delle principali stazioni sciistiche la diversificazione comprende offerte destinate ai turisti «di giornata», poiché non esistono infrastrutture alberghiere o paraalberghiere sufficienti. Le offerte potrebbero essere di tipo sportivo, naturalistico, socio-culturale, didattico e religioso.

Per le rimanenti località si potrebbe invece pensare ad un'ampia diversificazione turistica

(destinata sia al turista «di giornata» che a quello «di soggiorno») che consideri tutta la regione, nella quale si situano una o più stazioni sciistiche. In quest'ottica, la Leventina e la Valle di Blenio potrebbero diventare due sistemi turistici distinti, nei quali le infrastrutture invernali potrebbero fungere da motore principale per uno sviluppo qualitativo dell'offerta turistico-ricreativa, sia estiva che invernale.

Effetti economici di un inverno «verde»: l'esempio della stagione 1988-89

Le stazioni ticinesi possono sopportare l'impatto economico di una sola stagione con poca neve. Il ripetersi di simili periodi può però portare a situazioni economiche problematiche, soprattutto se si fa affidamento alla sola stagione sciistica.

Non è corretto affermare che nei prossimi decenni ci saranno più inverni verdi rispetto al passato perché non è scientificamente provato. Risulta comunque importante analizzare concretamente quali siano gli impatti economici legati ad una stagione senza o con poca neve. Tra le diverse stagioni invernali che possono essere prese in esame c'è quella del 1988-89.

Gli effetti economici negativi si possono ad esempio rilevare nel numero dei passeggeri o negli introiti annuali della principali stazioni sciistiche. Durante quell'inverno, nelle stazioni considerate si è constatata una diminuzione dei passeggeri compresa tra il 48,7% del Monte Tamaro e il 72,8% di Cardada. La diminuzione degli introiti varia tra il 58,6% di Airola e l'84,1% del Nara.

Interessante osservare come la società che gestisce il Monte Tamaro abbia registrato, nel complesso, delle diminuzioni meno importanti rispetto alle altre stazioni principali. Questo si spiega con il fatto che molti turisti non sciatori si sono comunque recati nella stazione durante l'inverno. Il concetto di diversificazione turistica dell'offerta era dunque già considerato negli anni ottanta dall'imprenditore Egidio Cattaneo. Probabilmente anche per la stazione del Nara si cercherà nel limite del possibile di seguire questa strada.

Considerando invece le piccole stazioni secondarie del cantone, pur non avendo dati statistici, si rileva che una parte delle località che possiedono piccole infrastrutture sciisti-

che hanno potuto fare funzionare i loro impianti di risalita solo durante poche giornate, altre addirittura non hanno potuto aprire. Le perdite finanziarie sono comunque limitate poiché le spese di gestione previste sono in parte diminuite a consumativo e poiché parte dei lavori svolti durante la stagione sono opera di volontariato.

Nella maggior parte dei casi, i disavanzi di gestione sono coperti dall'appoggio finanziario degli sci club e degli enti turistici locali. Per nessuna delle società si è rilevato necessario procedere ad un risanamento finanziario.

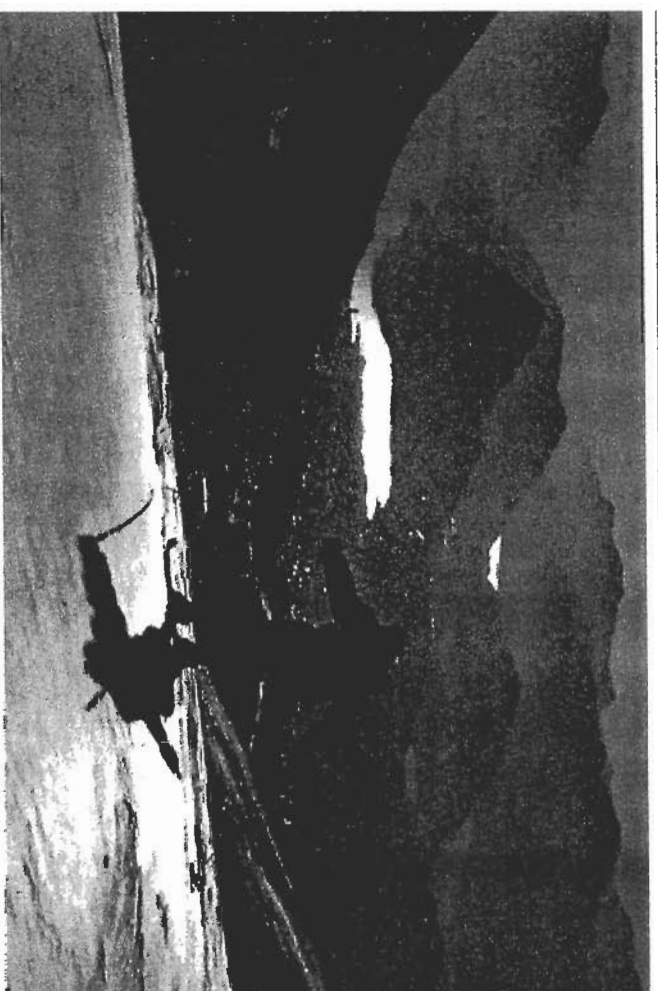
La rimodulazione dell'offerta turistica

Quali potrebbero essere le strategie e le misure d'azione che gli operatori turistici potrebbero applicare in relazione all'ipotesi che prevede un innalzamento del limite d'innevamento garantito dagli attuali 1200 ai futuri 1500 metri sul livello del mare?

Teoricamente si potrebbe agire sia mantenendo l'offerta turistica attuale legata allo sci, sia incrementando e diversificando l'offerta turistica invernale e soprattutto quella estiva. Ma in particolare è il concetto di diversificazione turistica dell'offerta che deve essere considerato. Nel seguito cercherò quindi d'illustrare quali siano le misure e le strategie che potenzialmente gli operatori turistici potrebbero perseguire.

Nella realtà sono però rari i luoghi in cui esistono le condizioni ideali per sviluppare l'insieme delle offerte turistiche proposte. Più generalmente ogni località considera le offerte che in base alle qualità del luogo possono avere maggiori possibilità di successo.

Una diversificazione invernale non dovrebbe fissarsi unicamente sulle attività legate allo sci o comunque dipendenti dalle condizioni d'innevamento, ma concentrarsi piuttosto sulle altre offerte naturali di cui l'am-



biente dispone (quali il paesaggio, il tipo di clima, la varietà della vegetazione, la qualità dell'aria e dell'acqua, la tranquillità) e sulle offerte derivate che mirano concretamente a valorizzare l'ambiente naturale con infrastrutture legate, direttamente o indirettamente, alle qualità di cui il luogo usufruisce.

Altre infrastrutture indipendenti dall'offerta naturale del luogo, come i centri sportivi o i palazzi congressuali, potrebbero essere considerate dalle stazioni nell'ambito della diversificazione dell'offerta.

Soprattutto per le stazioni che si trovano ad un'altitudine poco elevata, la diversificazione delle offerte turistiche estive risulta decisiva. Lo sviluppo del turismo estivo permetterebbe infatti a queste località di essere economicamente meno dipendenti dal turismo invernale. La diversificazione turistica tiene conto delle qualità che l'offerta naturale presenta e si interessa soprattutto alle attività di svago

che si svolgono all'aperto (quali l'escursionismo pedestre in sentieri di tipo ecologico, geologico, bioclimatico, l'alpinismo, il ciclismo, il golf, l'equitazione, il «river-rafting»), gli sport che approfittano del supporto aria (quali il deltaplano, il paracadutismo, i percorsi aerei con le mongolfiere) e gli sport acquatici. Altre infrastrutture indipendenti dall'offerta naturale permetterebbero la pratica degli sport di squadra.

Accanto alla diversificazione sportiva c'è anche l'offerta turistica legata al binomio natura-salute: ciò consente in generale di diversificare la tipologia dei clienti di una stazione montana. La dinamicità organizzativa degli operatori turistici è poi in grado di completare le offerte turistiche con manifestazioni culturali, commerciali, economiche, gastronomiche e sportive. Simili iniziative permettono di accrescere l'interesse di numerosi turisti verso la stazione.

La révision de la LAT... un cadeau empoisonné pour les paysans et l'agriculture suisse?

par Jean Ruegg
Professeur associé, Institut de géographie de l'Université de Fribourg

Cet article est d'abord conçu comme un essai où les questions l'emportent sur les affirmations. Il est également rédigé à un moment particulier. Le texte de la nouvelle ordonnance sur l'aménagement du territoire vient d'être publié («version provisoire» du 28 juin 2000). Il fait suite à une première mouture qui a été largement débattue par les milieux concernés dans le cadre de la procédure de consultation usuelle. Cela signifie donc que l'entée en vigueur de la révision de la LAT¹ acceptée par le peuple le 7 février 1999, est imminente et que les nouvelles dispositions n'ont pas encore subi l'examen décisif de la mise en œuvre. Il est alors assez facile - voire gratuit - de spéculer sur d'éventuelles difficultés prochaines... raison pour laquelle le point d'interrogation qui ponctue le titre est de mise.

Au-delà des incertitudes qui caractérisent cette période transitoire, j'aimerais m'interroger sur les relations qu'entretiennent entre eux les défenseurs de l'AT et le monde agricole helvétique. Elles sont complexes. Et puis, à partir de là, je souhaiterais avancer quelques arguments pour défendre l'idée que la révision de février 1999 pourrait bien être un cadeau empoisonné. Je conclurai alors par quelques considérations plus optimistes en suggérant quelques pistes pour que les nouvelles perspectives qui s'ou-

vent soient l'occasion d'un dialogue renouvelé entre AT et agriculture.

Les relations entre défenseurs de l'AT et milieux agricoles suisses

Pour simplifier mon propos, je présenterai les positions des courants qui sont majoritaires au sein de ces deux groupes. Mais il va de soi que ce procédé est simplificateur puisque ces groupes ne sont pas homogènes.

Défenseurs de l'AT et milieux agricoles suisses représentent des intérêts et poursuivent des objectifs parfois complémentaires mais aussi parfois divergents. En première analyse, plusieurs éléments incitent à penser que les représentants paysans disposent de moyens plus performants pour faire valoir leur point de vue que ceux utilisés par les promoteurs de l'AT. Les paysans sont parmi les premiers à défendre l'AT lorsque celui-ci leur permet de faire valoir leurs revendications - établissement d'un revenu paritaire, lutte contre les disparités économiques entre régions, protection des prix agricoles ou préservation de leur outil de travail, par exemple. Mais ils s'opposent - avec succès - à un AT qui pourrait menacer leur marge de manœuvre et leur liberté d'entreprendre. Les exemples suivants, issus d'un article déjà ancien de François Walter [1985], supportent cette interprétation :

¹ l'aménagement du territoire* et AT pour *aménagement du territoire*.

1 Dans l'ensemble du texte, j'utilise les abréviations conventionnelles suivantes : LAT pour *loi sur l'aménagement du territoire*, OAT pour *ordonnance sur

• en 1930, quand la loi fédérale sur l'expropriation est édictée, ce ne sont pas seulement les besoins d'un aménagement national qui prévaient, mais certainement aussi les revendications agricoles. Pour les paysans, il s'agit d'obtenir que les compagnies d'électricité leur versent des indemnités correctes en cas d'expropriation;

• en 1950, l'initiative populaire contre la spéculation foncière, soutenue par ceux qui depuis plusieurs années déjà rêvent d'un aménagement à l'échelle du pays entier, est rejetée par le peuple. Ce dernier le mot d'ordre négatif défendu notamment par le monde paysan;

• la loi sur l'agriculture entre en vigueur en 1951. Elle défend une agriculture dont la légitimité s'appuie désormais sur les risques liés à l'approvisionnement du pays en cas de guerre. Le premier projet de LAT date en revanche de 1974 et il devra être sensiblement modifié avant d'être mis en application en 1980.

A bien des égards, la modification de l'OAT de juillet 1996 et la révision de la LAT de février 1999 semblent toujours s'inscrire dans le même rapport de force. Les adaptations récentes de la base légale de l'AT peuvent être vues comme une contribution² pour contrebalancer les effets déstabilisants dus à l'évolution du secteur agricole à l'échelle mondiale et aux changements phénoménaux intervenus dans l'orientation de la politique agricole suisse. Mais cette contribution n'est pas sans menacer le principe constitution-

2 Sont concernés principalement l'article 16a LAT (élagage des critères président à la conformité de constructions et d'installations en zone agricole - développement interne) et 24b LAT (possibilité de mener des activités accessoires non agricoles en dehors de la zone à bâtir).

nel de la séparation stricte des zones constructibles et non constructibles... principe dont le respect constitue une des tâches essentielles de l'AT dans notre pays. Autrement dit, tout laisse à penser que les intérêts sectoriels de l'agriculture ont à nouveau dominé ceux de l'AT. Pourtant, et au-delà de ces apparences, je pense que les milieux agricoles ont remporté une victoire à la Pyrrhus... qui pourrait bien leur laisser un goût amer. N'ont-ils pas hérité d'un mauvais projet?

La révision de la LAT... un cadeau empoisonné ?

Réforme de la politique agricole suisse

Sans vouloir refaire l'histoire de la politique agricole suisse, il vaut la peine de rappeler qu'elle vient de subir, pendant ces quinze dernières années environ, une mutation profonde. Les options retenues au sortir de la deuxième guerre mondiale conduisent à une impasse. Elles sont remises en question tant sur le plan interne (surproduction et coût de la politique fédérale) que sur le plan externe (internationalisation des économies nationales et libéralisation généralisée des échanges économiques). La Confédération et les organes dirigeants du monde agricole suisse réussissent alors à faire valider deux nouveaux principes qui sont formulés dans le *Septième rapport sur l'agriculture* [Confédération 1992]:

• admettre les paiements directs³ comme apport complémentaire aux revenus des pay-

3 Les paiements directs incitent le paysan à orienter sa production vers une agriculture écologique (production intégrée, culture biologique) et extensive (abandon de certaines terres, aménagement de surfaces de compensation écologique) ; ils permettent aussi de rémunérer pour des prestations relevant du service public (maintien des paysages et des biotopes).

sans⁴, parallèlement au soutien des prix à la production;

- encourager les paysans à développer de nouvelles activités pour compléter leur revenu.

La politique agricole 2002 [Message 1996], qui développe ses premiers effets depuis le 1er janvier 1999, paracheve la réforme. La Confédération s'engage à promouvoir «une agriculture durable et compétitive» [OFAG⁵ 2000a : 3]⁶

D'une manière générale toutefois, la situation est peu favorable. Le nombre des personnes employées dans l'agriculture (et l'horticulture) baisse de 25% entre 1985 et 1996. Quant au nombre d'exploitations il régresse de 2 à 3% par année. Mais le tableau est contrasté. Les exploitations de plus de 20 hectares de surface agricole utile augmentent (3000 de plus entre 1990 et 1996) alors que le nombre d'exploitations de moins de 20 hectares chute (16'000 de moins entre 1990 et 1996). D'une manière générale, le revenu paysan est soumis à une forte pression baissière et les stratégies pour limiter cette érosion sont peu nombreuses. Au risque de la caricature, elles ont les caractéristiques suivantes: le paysan peut opter pour :

- une agriculture industrielle visant à réduire les coûts de production pour être compétitif sur les marchés européens, voire mondiaux.

Cette variante passe souvent par l'agrandissement du domaine et par le recours au développement interne de l'exploitation (art. 16a LAT). Elle permet de s'affranchir des aides (1998).

4 Les paiements directs en faveur des paysans de montagne étaient déjà pratiqués. Il a fallu modifier la base légale pour qu'ils soient accessibles aux paysans de plaine (adaptations d'octobre 1992 - art. 31a et 31b Lagr - puis refonte de la loi sur l'agriculture en avril 1998).

5 Office fédéral de l'agriculture.

6 Pour reprendre les propos de Tony Stampfli [1996] - alors directeur-adjoint de l'Union suisse des paysans -

féderales. Elle demeure toutefois réservée à des structures agricoles qui, au départ, offrent les meilleures garanties de productivité (qualité de la terre, emplacement, topographie, altitude), de capacités financières et d'accès à l'information et à l'innovation. Or de telles entreprises sont forcément peu nombreuses ;

- une exploitation organisée pour capter au mieux les aides prévues par la Confédération (paiements directs et/ou activités accessoires au sens de l'article 24b LAT) ;
- un désengagement professionnel, l'agriculture devenant une activité auxiliaire exercée à temps partiel.

L'avènement de l'agriculture suisse concerne encore majoritairement des exploitants qui se trouvent aujourd'hui contraints de composer avec la seconde variante. Pour eux la voie est étroite. Même si, jusqu'en 2002 en tout cas, la Confédération s'est engagée à maintenir le budget qu'elle consacre à l'agriculture, aucune garantie ne peut être fournie au-delà. Dans son document stratégique Horizon 2010, l'Etat-major de la Direction de l'Office fédéral de l'agriculture affirme d'ailleurs assez laconiquement que :

«Les dépenses de la Confédération pour l'agriculture ne pourront plus être retenues en termes réels» [OFAG 2000a : 9].

La survie de plusieurs exploitations passera, très vraisemblablement, par la multifonctionnalité et donc aussi par la capacité de l'agriculteur à imaginer et à développer d'autres activités sur l'attente de la société à l'égard des producteurs est quasiment schizophrénique. D'un côté, le monde de l'agriculture est idéalisé. Il doit devenir un lieu de sauvegarde de valeurs identitaires (importance des critères écologiques, du maintien d'une population paysanne forte, de la préservation des paysages). De l'autre, ce même monde doit faire en sorte de produire aux prix les plus bas possibles et appliquer les critères du marché libre et de l'efficience économique.

ceptibles de lui fournir un revenu complémentaire. Or, par la force des choses, il en viendra à s'interroger sur la faisabilité de projets qui sont essentiellement régis par les dispositions de la politique de l'aménagement du territoire.

Aménagement du territoire et agriculture

Un des principaux accomplissements de la LAT de 1979 est d'avoir instauré, dans tout le pays, une zone agricole qui consacre le principe constitutionnel de la séparation stricte entre zones à bâtir et zones de non bâtir. En vertu de l'article 16 LAT, les autorités compétentes doivent définir des zones qui prennent en compte les logiques spécifiques du secteur agricole. L'objectif est alors de protéger un outil de travail (la terre) qui est menacée par l'urbanisation. En corollaire, la réalisation de constructions en zone agricole est sévèrement réglementée. Seules sont autorisées, moyennant l'obtention d'un permis de construire, les constructions nécessaires aux besoins de l'exploitation agricole (laquelle est limitée aux modes de production qui sont tributaires du sol). Toutes les autres réalisations sont considérées comme des exceptions. Elles sont régies dans des limites précises et relativement étroites par l'article 24 LAT.

La révision de la LAT, à laquelle il a déjà été fait allusion ci-dessus, découle directement des changements qui affectent la politique agricole suisse. Elle a pour origine les travaux qui sont engagés au début des années quatre-vingts-dix pour répondre à la motion Zimmerli. Dans cette motion [1990], le conseiller aux Etats bernois Ulrich Zimmerli demande que l'AT en général et que la zone agricole en particulier soient adaptés afin d'assurer le développement et le bon fonctionnement d'une agriculture économiquement

saine et moderne. Cette motion suggère une révision partielle de la LAT dans les buts de:

- redéfinir les utilisations autorisées en zone agricole d'une manière plus conforme «aux impératifs de notre temps»;
- assouplir le régime des dérogations pour les constructions et installations hors des zones à bâtir (art. 24 LAT), de manière à permettre aux cantons de mieux répondre aux besoins de logements et d'activités économiques complémentaires de l'agriculture.

Le parlement accepte la motion. Pour y répondre le Conseil fédéral donne un mandat à l'OFAT⁷ et constitue la «Commission Direr», nommée ainsi d'après le nom de son président. Dans le cadre de ces travaux, une étude menée par la C.F.A.T.⁸ pour le compte de l'OFAT [1993], met en évidence la diversité des pratiques cantonales concernant l'interprétation des articles 16 et 24 LAT. Si plusieurs cantons ont une attitude très stricte (il s'agit en général des cantons où l'agriculture intensive de plaine est encore assez puissante), d'autres au contraire ont développé des savoir-faire - souvent fondés sur la négociation - adaptés aux différents contextes auxquels ils sont confrontés. Cette diversité, même si elle va au-delà des vœux du législateur, n'est pas condamnable en soi. Elle témoigne d'une souplesse d'application rendue nécessaire au maintien d'une paysannerie très hétérogène. Elle fait sans doute sens dans un pays fédéraliste. L'étude de la C.F.A.T. conclut en suggérant que plusieurs cantons ont développé des pratiques largement conformes à l'esprit de la motion Zimmerli. Mais cela ne convainc pas les autorités compétentes et le changement de la base légale est mis en chantier. Ce

7 Office fédéral de l'aménagement du territoire.

8 Communauté d'études pour l'aménagement du territoire, Lausanne.

dernier abouti donc avec l'acceptation de la révision de la LAT lors de la votation populaire de février 1999 et la publication de l'ordonnance d'application en juin 2000. Les nouvelles dispositions devraient entrer en vigueur le 1er septembre 2000.

Sans entrer dans les détails des différentes tribulations qui mènent de la motion Zimmerli au projet finalement retenu. Quelques commentaires s'imposent.

L'aura de la motion a certainement été largement conservée. La révision est vue comme un assouplissement des prescriptions régissant la zone agricole et elle n'a jamais perdu - en tout cas aux yeux de plusieurs organes dirigeants - sa réputation de projet «libéral», porteur d'une simplification des procédures et d'une diminution des «chicanes» administratives.

Par contre son contenu a varié. Pour différentes raisons, la motion n'a jamais fait l'unanimité. Elle ne pouvait être retenue sans vérifier sa compatibilité avec le principe constitutionnel de la séparation stricte entre zones à bâtir et zones de non-bâtir. Au départ, elle obligeait donc à un exercice de haute voltige. Mais, en plus, il a bien fallu accommoder les revendications d'un certain nombre de milieux de la protection de l'environnement et du paysage et d'une portion importante des aménagistes eux-mêmes qui est opposée à une ouverture de la zone agricole. Des compromis ont ainsi été incorporés dans le projet initial... compromis qui n'ont d'ailleurs pas suffi puisque le texte finalement retenu par les Chambres fédérales (mars 1998) a fait l'objet d'un référendum qui a abouti, puis débouché sur la «fameuse» votation de février 1999 où le projet a été finalement accepté - ou le référendum repoussé - par 56% des votants.

9 J'ai volontairement simplifié les énoncés pour ne pas surcharger le texte. Mais les références au texte de loi permettent au lecteur de les replacer dans leur

Mais que contiennent les nouvelles dispositions ? De la nouvelle LAT, les éléments les plus significatifs me paraissent être⁹ :

- l'affirmation du caractère multifonctionnel de l'agriculture (art. 16 LAT, al. 3) et l'extension du contenu du terme «agricole» (art. 16 LAT, al. 1, lettre a). Il n'est plus nécessaire que les modes de production soient tributaires du sol pour être conformes à la zone agricole;
- de nouvelles notions comme : le développement interne (art. 16a LAT, al. 2), les activités accessoires non agricoles;
- de nouvelles exigences comme : une procédure de planification d'une partie de la zone agricole (art. 16a LAT, al. 3), des restrictions à l'exercice d'une activité accessoire (art. 24b, al. 2), le respect des exigences majeures de l'AT (art. 24c, al. 2);
- des notions juridiquement indéterminées qui annoncent l'importance que le législateur donne à l'ordonnance d'application et aux pratiques des services administratifs en charge de l'AT aux échelles fédérale et cantonale.

Quant à l'OTAT elle ajoute toute une série de précisions - dont le respect impliquera de nombreux contrôles (exemples : art 36, 37, 40, 42, 43 OAT) - ou renvoie certaines tâches aux cantons (art. 38 OAT).

Le nouveau dispositif apporte-t-il alors une simplification réelle des procédures ? J'en doute fortement. La révision a débouché sur un texte technique et complexe dans lequel il est difficile de retrouver l'esprit - peut-être simpliste mais au moins cohérent - de la motion Zimmerli. J'ai même beaucoup de peine à identifier l'intérêt qu'il représente désormais pour les mi-

contexte... tâche qui est évidemment indispensable pour en mesurer la portée.



lieux paysans pourtant connus pour ne pas apprécier outre mesure les procédures et les tracasseries administratives. D'où mon interrogaton, volontairement provocatrice : ne se sont-ils pas laissés abuser ?

L'AT est une tâche complexe où il s'agit de prévenir les conflits d'utilisation du sol et de préparer les conditions à l'arbitrage de conflits d'intérêts parfaitement légitimes entre acteurs multiples aux intérêts divers et parfois divergents. Un des objectifs de la LAT de 1979 était de définir des aires qui seraient réservées le plus strictement possible à la production agricole. En fait, par le biais de l'article 16 LAT, le législateur a réussi une sorte de «passage en force» en réduisant l'espace rural à sa seule fonction agricole. En cautionnant aujourd'hui la multifonctionnalité, la nouvelle politique agricole accepte d'accueillir en zone agricole de nouvelles activités - serres, halles pour des animaux de rente, activités accessoires (ateliers mécaniques, menuiseries, bureaux de conseil en informatique agricole, gîtes ruraux, installations sportives et de loisirs) - et de nouveaux acteurs. Mais, en retour, une agriculture qui est moins axée sur la production érode la pertinence d'un espace rural essentiellement dédié à la zone agricole. Toute la solution qui envisage une simple ouverture de cette dernière - même si c'est pour atténuer les difficultés de la classe paysanne - me paraît donc simpliste et naïve. Les enjeux d'un tel dessein dépassent les intérêts de la seule agriculture. Elle n'est qu'une activité parmi toutes celles qui ont des incidences sur le territoire et qui peuvent nourrir des prétentions légitimes quant à l'avenir de l'espace rural. Par conséquent, elles doivent être toutes considérées dans leur ensemble et être régulées par le biais de la politique de l'AT. Une modification des règles en vigueur dans la zone agricole implique ainsi forcément que soient pris en compte tous les effets qu'elle génère, en cascade, sur les autres utili-

sateurs et les autres utilisations du sol. Ceci exige une pesée des intérêts en présence... dont l'histoire mouvementée de la révision de la LAT (débat aux Chambres, demande de référendum puis votation) rend d'ailleurs bien compte.

Et puis il y a encore un autre phénomène qui est tout aussi sérieux et qui est interne à la classe paysanne. Depuis quarante ans en tout cas, elle n'a pas cessé de perdre ses effectifs pour passer de plus de 13% de la population active en 1960 à 4% environ aujourd'hui [OFAG 2000b]. Cette évolution a une double conséquence socio-politique. Le monde agricole voit ses relais au sein de la classe politique suisse s'affaiblir. Il peine toujours davantage à faire partager ses revendications auprès d'une population qui perd inexorablement de sa fibre et de ses racines paysannes et qui se comporte de plus en plus comme un ensemble de consommateurs soucieux de s'alimenter au meilleur prix. Bien sûr, il reste encore une majorité pour reconnaître une dette et un lien «historique» [Polanyi 1983 : 246-253] avec la classe paysanne. Mais cette dernière devient certainement un peu encombrante notamment dès que sont mis en parallèle les montants que la Confédération lui consacre et le nombre des bénéficiaires.

Ces différents éléments, auquel il faut aussi ajouter la situation incertaine des finances fédérales, m'incitent alors à me demander si la révision de la LAT ne constitue pas dans le fonds un moyen habile que la classe politique dominante a trouvé pour se débarrasser d'une «patate chaude». Sachant que les moyens économiques et politiques font défaut pour maintenir le revenu paysan au niveau des années quatre-vingts, elle aurait favorisé la révision de la LAT afin de convaincre de sa bonne volonté et de sa solidarité un segment de la population qui lui est idéologiquement proche. Mais, ce faisant, elle renvoie le monde paysan à lui-même... en lui demandant de se débrouiller tout seul pour insituer et promouvoir

voir la figure emblématique du paysan-entrepreneur¹⁰ et pour gérer, avec les responsables de l'aménagement, les subtilités des nouvelles dispositions offertes par la LAT et son ordonnance. S'il était possible de vérifier une telle hypothèse, alors il serait légitime de considérer la nouvelle LAT comme un cadeau empoisonné.

Pistes pour le futur

Bon nombre d'aménagistes et les milieux agricoles d'une manière générale ont fait partie de deux champs qui se sont largement opposés dans le cadre de la révision de la LAT. Ils vont pourtant se retrouver bientôt pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions.

Au niveau fédéral, l'aménagement soit renforcé de la récente restructuration de l'administration. En quittant le DFJP¹¹ pour le DETEC¹², il hérite d'une position idéale pour jouer... «[...] un rôle d'intermédiaire et de coordinateur entre les intérêts divergents de la protection et de l'utilisation du territoire» [DETEC 2000b]. En devenant ODT¹³, l'ex-OFAT ne voit pas seulement ses domaines de compétences étendus par l'ajout du Service d'étude des transports et les services de la Convention alpine et du développement durable, il est érigé en un interlocuteur de poids pour...

«[...] coordonner de manière optimale les activités à incidence spatiale au sein du DETEC» [DETEC 2000a : 1].

Tous ces changements témoignent de la volonté de la Confédération de consolider les moyens et les ressources pour œuvrer à l'organisation du territoire et au développement durable. Parallèlement, l'image qui se dégage du

monde agricole est plus difficile à cerner, car elle est multiple. Globalement sur la défensive, il cherche effectivement à revaloriser la figure du paysan-entrepreneur. Mais cette démarche est ambivalente. Si sa face ensoleillée est en phase avec les valeurs du *self-made man*, le versant ombragé suggère une personne avare de son indépendance, un individualiste irascible qui veut être seul maître de ses choix et de ses décisions. Les avatars liés à la mise sur pied de certaines AOC¹⁴ et autres interprofessions montrent bien que la collaboration ne se décrète pas. Elle est une culture à développer qui requière un effort conséquent.

Dans ce contexte, la situation présente une double embûche.

La première serait que le paysan choisisse la voie solitaire pour trouver remède à ses maux. Se pose alors la question de la capacité des organisations professionnelles à être reconnues comme un interlocuteur crédible vis-à-vis de l'extérieur et vis-à-vis de l'intérieur pour anticiper, informer, organiser et planifier la restructuration (développement interne et activités accessoires) de l'agriculture. Sans un minimum de régulation, celle-ci risque en effet de déboucher sur des investissements - et donc un nouvel endettement - inconsidérés et sur une offre pléthorique par rapport à la demande et à la capacité de certains sites (exemple du tourisme à la ferme).

La seconde serait que les milieux paysans et les aménagistes choisissent la voie de l'affrontement pour régler la mise en œuvre de la LAT et qu'ils laissent au politique le soin de trancher leurs divergences.

l'énergie et de la communication.

13 La création de l'ODT (Office fédéral du développement territorial) et le transfert de département sont devenus effectifs au 1er juin 2000.

14 Appellation d'origine contrôlée.

Mais ces pièges ne sont pas irrévocables. Des opportunités existent pour les éviter. Je n'en citerai que deux pour conclure.

Dans son document stratégique Horizon 2010, l'OFAG signale qu'il peut...

«[...] être nécessaire de formuler une politique du développement de l'espace rural pour promouvoir une approche globale et cohérente» [OFAG 2000a : 10].

Au vu des diverses évolutions qui se produisent tant au sein de l'agriculture que du monde rural (explosion de la demande liée à l'avènement d'une société des loisirs) une telle politique que est largement souhaitable. Je pense en outre que son élaboration offre une réelle opportunité pour que les paysans et leurs associations jouent le jeu du partenariat avec les autres groupes d'intérêts concernés.

Les milieux paysans et les aménagistes ont par ailleurs de nombreux points en commun qui sont autant de pistes pour développer un climat favorable à la coopération. Autour d'une critique mondiale qui se développe autour de la «malbouffe» - et qui résulte en partie en tout cas du système économique prôné par l'OMC¹⁷ - le contexte est propice à la promotion d'une paysannerie proche des gens qui loue la qualité des produits et des modes de production traditionnels. Certains dirigeants agricoles valorisent d'ailleurs déjà cette orientation. Mais ils sont encore minoritaires. Je crois pourtant qu'une telle agriculture qui intègre le souci de la protection de l'environnement et des paysages et qui respecte fondamentalement les préceptes du développement durable a l'adhésion et le soutien des aménagistes. Elle représente à la fois un défi et une chance pour réconcilier agriculture et aménagement et pour dépasser les trisques associés à la mise en œuvre des nouvelles dispositions issues de la révision de la LAT.

Sources

- ASPAN. 1998. Révision de la LAT : Evolution des textes légaux au cours des débats. *Informations du Service de documentation de l'ASPM* avril (12 pages).
- C.E.A.T. 1993. *Législations et pratiques relatives à la zone agricole: rapport d'enquête auprès des 26 cantons suisses*. Berne : DFJP/OFAT.
- Clément, M. 1996. *Aménagement de l'espace rural suisse*. Fribourg: Travail de diplôme présenté à l'IGUF (polycopié).
- Confédération. 1992. *Septième rapport sur l'agriculture du 27 janvier 1992*. Berne: OFIM, numéro 92.011.
- DETEC 2000a. Office fédéral du développement territorial. Berne : Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Communiqué de presse du 17 mai 2000.
- DETEC 2000b. Nouveau directeur de l'Office fédéral du développement territorial. Berne : Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Communiqué de presse du 24 mai 2000.
- LAT Non. 1999. Média-Info. Quatre numéros publiés en décembre 98 et en janvier 99 par le Comité référendaire opposé à la révision de la LAT.
- Lehmann, B., et E. Stucki. 1996. L'agriculture et le devenir des espèces ruraux en Suisse. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* 2: 423-440.
- Loi fédérale sur l'aménagement du territoire, modification du 20 mars 1998 : texte soumis au vote du 7 février 1999.
- Message. 1996. Message concernant la réforme de la politique agricole: deuxième étape (politique agricole 2002). *Feuille Fédérale* 40, volume IV, 8 octobre 1996: 1.474.
- Message. 1992. Message concernant la modification de la loi sur l'agriculture. *Feuille Fédérale* 9, volume II, 10 mars 1992: 1.139.
- Motion. 1990. Motion Zimmerli du 3 octobre 1990, transmise par les Chambres fédérales le 11 décembre 1991. Berne: OFIM, numéro 90.780.
- Polanyi, K. 1983. *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard. Troisième édition, première publication en anglais. 1944.
- OFAG. 2000a. Horizon 2010 : stratégie pour le développement de la politique agricole. Berne : Office fédéral de l'agriculture (texte disponible sur le site internet de l'OFAG).
- OFAG. 2000b. Les agriculteurs suisses misent sur l'écologie. Berne : Office fédéral de l'agriculture, Communiqué de presse du 25 avril.
- Ordonnance sur l'aménagement du territoire du 28 juin 2000 : version provisoire (texte disponible sur le site internet de l'ODT).
- Stampfli, T. 1996. La politique agricole 2002. Exposé présenté à la CORAT le 26 février 1996.
- Walter, F. 1985. Fédéralisme et propriété privée 1930-1950. Disp. 82: 21-27.

Urbanizzazione e diritto all'architettura nelle città brasiliane

di Fabio Dubs, urbanista

Modelli urbanistici

Nel corso degli ultimi decenni del XIX secolo in America latina si sono affermate nuove condizioni determinate dalla fine delle guerre civili, dalla presenza dello stato democratico e da una massiccia immigrazione europea.

I principali centri metropolitani si sono adeguati alle nuove configurazioni politiche, sociali, tecniche e culturali, in altri termini alla nuova ideologia, fornendo una immagine di moder-

nità. Nelle principali capitali latino-americane sono allora stati adottati paradigmi provenienti direttamente dall'Europa e dagli Stati Uniti.

Nei progetti paesaggistici, urbanistici e architettonici brasiliani, e a Rio in particolare, l'esperienza francese (legata soprattutto a Haussmann) ha esercitato una forte attrazione.

All'interno di questo processo generale si è manifestata una convergenza di intenti che ha integrato e articolato tutte le scale del disegno

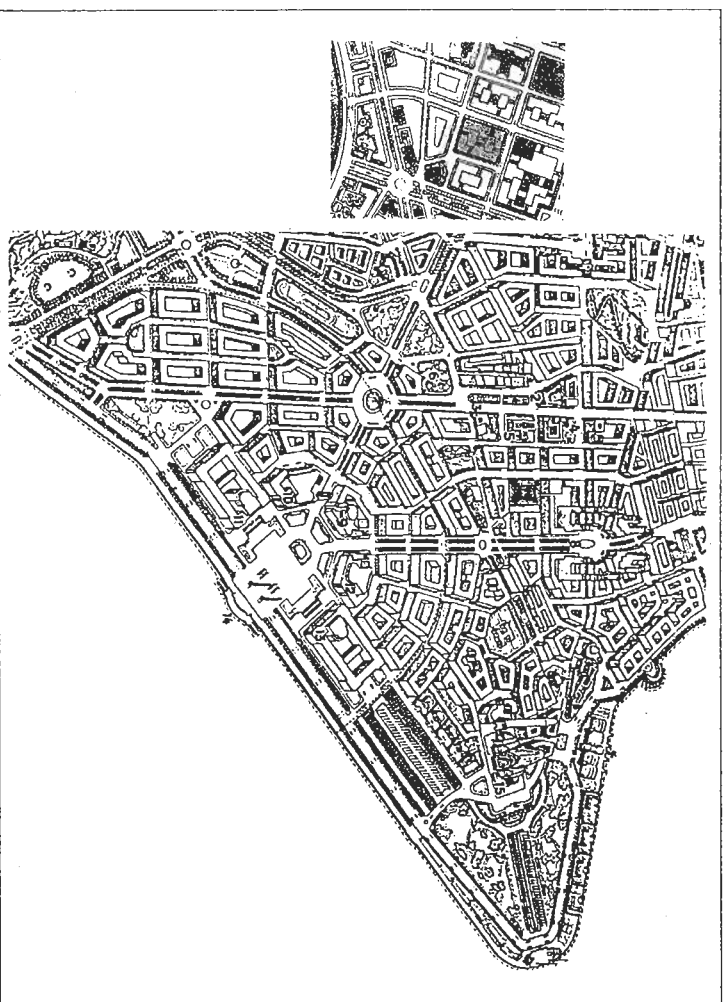


Fig. 1: La proposta di Agasche per la zona centrale di Rio.

architettonico e urbanistico. L'azione dell'urbanista ha preceduto quella più puntuale dell'architetto, entrambi sono stati vincolati da codici formali e spaziali unitari. Questa coerenza, adattata a una nuova scala funzionale che non ha generato grandi rotture culturali con l'eredità coloniale, ha prodotto la fisionomia dell'area centrale della città di Rio de Janeiro e di altre grandi metropoli latino-americane come Buenos Aires, Montevideo e La Avana.

Le trasformazioni di Rio

Durante la prima metà del XX secolo, sotto la spinta dell'accademismo di Grandjean de Monigny, il primo grande imprenditore francese che ha operato in Brasile, e degli interventi di tipo haussmanniano orchestrati dal sindaco Pereira Passos, Rio de Janeiro subirà importanti trasformazioni. Una importante realizzazione sarà quella dell'urbanista Alfredo Agasche che metterà in evidenza l'importanza degli spazi verdi e la loro integrazione con l'ambiente urbano. Agasche, analizzando e leggendo la morfologia della città partendo dalla linea costiera, saprà coniugare le necessità funzionali con le caratteristiche del tessuto storico (Fig. 1).

Nello stesso periodo sorgono spontaneamente pure i primi nuclei abitativi originati dal grande flusso di popolazione alla ricerca di lavoro nella capitale. Le *favelas* che si installeranno sulle colline ai margini delle aree centrali, caratterizzeranno definitivamente il paesaggio e la morfologia urbana di Rio.

Per molto tempo però, la città formale non riconoscerà la loro presenza. Infatti, fino alla fine degli anni ottanta, nei documenti cartografici dell'amministrazione di Rio non vi sarà traccia degli insediamenti collinari. Al loro posto vi

sarà solo la denominazione di «zone naturali». La risposta alla richiesta di nuovi alloggi, che sino alla fine degli anni cinquanta porterà valide soluzioni, seguirà due diverse correnti. La corrente «culturalista», legata al capitale privato, creerà nuovi quartieri per la borghesia e per le classi emergenti chiamati «giardini». La corrente «razionalista», legata ai poteri pubblici, adotterà il modernismo come stile ufficiale e simbolico del programma nazionale di sviluppo. L'edificazione del Ministero dell'educazione e della cultura a Rio (1937) e, più avanti, la costruzione di Brasilia (1960), ne saranno esempi significativi.

A partire dagli anni cinquanta vi sarà una diminuzione della domanda immobiliare delle classi agiate.

Sia l'intervento privato sia quello pubblico generano un impoverimento del paesaggio e dello spazio costruito. Gli imprenditori privati inizieranno allora a costruire complessi abitativi nelle periferie dove il basso costo del suolo permetterà l'edificazione di nuovi quartieri «giardino». Ma ora non saranno più presenti le preoccupazioni estetiche e funzionali che avevano caratterizzato il momento precedente, il solo obiettivo sarà quello di massimizzare la rendita.

Anche lo Stato, con il suo razionalismo populista, realizzerà numerosi complessi abitativi a basso costo nella periferia delle grandi città. Questi diventeranno quartieri monotoni caratterizzati da una scarsa coerenza tra architettura, disegno urbano e morfologia del sito.

Attorno alla seconda metà degli anni ottanta, il fallimento della politica dell'abitazione, legato alla crescita dei movimenti sociali e alla democratizzazione del paese, sarà all'origine

alla storia urbana e all'antropologia, la seconda ad una concezione di trasformazione radicale della città.

1 Utilizzando la terminologia proposta da Françoise

Choay possiamo definire queste correnti con i termini di «culturalista» e di «modernista». La prima più legata

del trasferimento della pianificazione pubblica da un livello centralizzato a un livello locale. Profonde trasformazioni politiche modificheranno sensibilmente l'esercizio dell'urbanistica che abbandonerà una pratica esclusivamente tecnica per adottare soluzioni pluridisciplinari e prendere in considerazione la partecipazione popolare.

Associando quest'ultima alla *praxis* tecnica, sociale e politica del *designer*, come proposto dall'architetto e antropologo Carlos Nelson dos Santos², verranno offerte nuove soluzioni architettoniche e urbanistiche. L'alloggio popolare conquisterà così il «diritto all'architettura».

L'esperienza del progetto

Abbiamo avuto l'opportunità di partecipare a questo processo elaborando alcune proposte per la costruzione di abitazioni sociali in aree urbanizzate e nelle *favelas* di Rio. I progetti hanno sposato l'idea che preservare l'ambiente non significa creare santuari intoccabili. Si tratta piuttosto di difendere le risorse rinnovabili e nel contempo salvaguardare la disponibilità e l'accesso alle infrastrutture urbane e permettere la socializzazione dell'uso dello spazio e dell'abitazione. Ciò può essere realizzato solo con la pratica di una architettura sociale, la considerazione delle esigenze dei fruitori dell'opera architettonica e il dialogo tra architetto e popolazione.

I clienti/fruitori conoscono perfettamente le loro esigenze e i professionisti che lavorano per loro devono riconoscerle e trasformarle in progetto. L'essere umano è un essere sociale che ha bisogno di appropriarsi di spazi privati aperti o chiusi e di muoversi tra spazi privati, semi-pubblici e pubblici. L'individuo identifica uno spazio personale, individualizza il paesaggio, riconosce

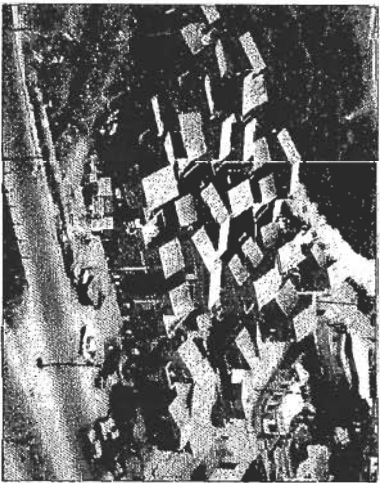


Fig. 2: Abitazioni sociali a Rio, Fabio Dubs.

un «proprio luogo»³.

Creare unità abitative di varie forme e dimensioni diventa un esercizio di analisi/sintesi degli spazi liberi esistenti e dello spazio vernacolare.

Seguendo questi principi abbiamo elaborato un sistema architettonico che trasforma la costruzione in un gioco tridimensionale, flessibile e aperto, ma che nel contempo è dotato di regole chiare, pratiche e didattiche.

Nella realizzazione del progetto, la combinazione, duplicazione e giustapposizione di spazi abitativi lascia superfici libere ai piani superiori che possono diventare accessi, passaggi, spazi di socializzazione e superfici per gli alloggi. Questa soluzione permette inoltre una non indifferente economia di materiale.

Con un'analoga modulazione, il gioco bidimensionale che divide il suolo determina spazi individuali, spazi per gli edifici e strade residenziali pubbliche (Fig. 2).

Con le nostre proposte abbiamo cercato di creare un sistema razionale che potesse incorporare la logica e la prospettiva della popolazione e mantenere gli spazi di socializzazione.

2 Nel suo saggio «Ver Cidade come un Jogo de Cartas».

Rio, 1985.

3 Caratteristica definita da Norberg Schultz con il termine di *genius loci*.

Rio, 1985.

«Maiaramina»: etnologia di una frontiera¹

di Chiara Campanovo

Il punto di vista dell'etnologo rispetto ad un'entità eminentemente geopolitica come la frontiera solleva la questione della pertinenza e dello statuto teorico di un'«etnologia delle frontiere». Come fare fronte alle questioni sollevate dall'incursione dell'antropologo in un campo a lui ancora sconosciuto e considerato dall'antropologia stessa come una novità?

Fin dalla nascita degli stati moderni, la frontiera è stata considerata come una linea ben definita, delimitante geograficamente un potere amministrativo ed un popolo culturalmente ed etnicamente omogeneo. Parlare di frontiere significava riferirsi a ciò che esse contenevano e difendevano, vale a dire gli Stati nazionali. Che ne è oggi di questa relazione, presentata sovente come tautologica, tra contenente e contenuto? E più generalmente, quali sono i criteri che definiscono la nazione oggi?

Le discussioni e i dibattiti riguardo all'essenza della nazione hanno visto la luce nel corso del Diciannovesimo secolo e corrispondono ad una presa di coscienza crescente quanto all'esistenza di questa istituzione politica e culturale. Ad una visione francese, quella dello storico Ernest Renan, che considera lo Stato nazionale come il prodotto della volontà dei cittadini («un plebiscite de tous les jours»), si oppone, all'epoca, la visione tedesca ereditata dai filosofi Herder e Fichte.

Essi vedono la nazione come il prodotto di criteri oggettivi quali la lingua e le tradizioni che fanno della nazione un insieme etnicamente omogeneo.

Queste due visioni, dove si oppone la volontà al determinismo etnico, sono state discussse dal politologo Ernst Gellner. In Nazioni e nazionalismi (1983), Gellner considera la nazione come un'entità frutto di uno sviluppo storico ben preciso, una costruzione ideologica legata innanzitutto allo sviluppo della società industriale, dove l'economia moderna, per funzionare, abbisogna di un'organizzazione statale. La nazione è dunque il prodotto di un processo di fusione tra cultura industriale e società politica. Gellner designa questo processo, e la forma di pensiero che produce, con il termine di nazionalismo. Esso crea la nazione e le sue frontiere. Il loro statuto non è assoluto, ma legato ad una congiuntura. Questo approccio ideologico-congiunturale resta di grande attualità.

La complessità nel definire la nazione e le sue frontiere, che traspare da quanto appena rilevato, è tanto più evidente se ci si riferisce ad uno Stato federale quale la Svizzera, costituito da quattro diverse componenti etnicolinguistiche e confrontato sempre più sovente con i grandi movimenti migratori. Che cosa «tiene insieme» la Svizzera oggi? E quale è la relazione fra costruzione nazionale e componenti etniche? Che senso attribuire a quest'ultima?

1 Les «Maiaramina»: étude ethnologique d'une population de frontière, lavoro di diploma in etnologia

presentato all'Università di Neuchâtel sotto la

direzione della Professoressa Anne-Marie Losonczy e del Professore Thierry Wendling, ottobre 2000.

L'osservazione della frontiera di Chiasso è un contributo a questa riflessione sul senso della nazione e sulla forza delle sue frontiere. Lunghi dal volere dare delle risposte esaurienti a problematiche alquanto complesse, abbiamo tentato di abordarle nell'ottica dell'antropologia politica che tratta i fatti nazionali dal punto di vista delle immagini e delle rappresentazioni.

Come si definiscono gli abitanti di Chiasso nei confronti di una frontiera che li separa da una popolazione lombarda con la quale essi intrattengono da tempo numerose relazioni? Come valutare questi ultimi? Possono costituire un segnale di un'appartenenza etnica che oltrepassa le frontiere? Che peso ha e in quali circostanze questa appartenenza è utilizzata o sottolineata? Può essa costituire una forza centrifuga suscettibile di provocare la scomparsa delle frontiere?

La linea, il filtro e il colabrodo

Chiasso, tra il giugno e l'ottobre del 1998, ha fatto fronte tra mille polemiche a quella che i media definirono all'epoca l'emergenza clandestini». In questa circostanza abbiamo potuto constatare, attraverso i discorsi della popolazione locale e del personale doganale, la presenza di un certo numero di immagini e rappresentazioni della frontiera: la *linea*, il *filtro* e il *colabrodo*. La *linea*, vale a dire la frontiera chiusa, garante dei valori elvetici, costituiva una referenza immaginaria, che le guardie di confine consideravano all'epoca come un ideale impossibile da raggiungere. Quanto alle immagini del *filtro* e del *colabrodo*, pur riflettendo entrambe la realtà del passaggio, presentavano una connotazione alquanto diversa. In effetti, se il *filtro* era presentato dalle guardie come una referenza positiva, in quanto permetteva unicamente il passaggio di persona dall'identità compatibile

con il modello svizzero, il *colabrodo* invece rivestiva un significato negativo: con i suoi forti troppo grandi esso lasciava scivolare in Svizzera una popolazione che «minacciava la sicurezza nazionale». Queste immagini riassumono i paradossi di una frontiera che si apre e si chiude in continuazione secondo lo statuto identitario delle persone che vi si presentano. Frontiera con l'Italia, con l'Europa e con il mondo, altrettanto identità con le quali la Svizzera deve confrontarsi e che mettono in discussione il senso dei suoi limiti.

Fra storia e memoria

Gli eventi che abbiamo appena descritto hanno suscitato nella popolazione il ricordo di un altro periodo di forte afflusso, quello della Seconda Guerra Mondiale, durante il quale molti ebrei italiani passarono la frontiera di Chiasso clandestinamente per sfuggire alle persecuzioni. Questi ricordi sono stati rivisitati anche dalle polemiche (culminate con la presentazione del rapporto Bergier nel novembre del 1999) riguardanti il comportamento della Svizzera nei confronti dei rifugiati durante la guerra. Nel settembre del 1943, aprendo una frontiera che il resto della Svizzera aveva chiuso, gli abitanti delle regioni a sud del Ticino e le autorità, per quella che è stata definita una «questione di fratellanza» e di prossimità culturale, si sono dimostrati più fedeli alla tradizione umanitaria elvetica, in qualche modo, come ci è stato sovente detto, «più svizzeri degli Svizzeri». La memoria della popolazione di Chiasso dà anche largo spazio alla pratica del contrabbando, ricordata con nostalgia, vero e proprio fenomeno di massa negli anni fra il '43 e il '48. Essa ha creato e rinsaldato i legami tra le popolazioni che abitavano a ridosso del confine. Frontiera aperta dunque nei ricordi dei Chiassesi che, pur sottolineando il loro sentimento di

paura e di rispetto nei confronti della linea, riconoscono l'importanza di pratiche regionali transfrontaliere sulla base di una prossimità culturale tra persone che dividevano in quegli anni un comune destino.

Da Mairamina a Insubres?

Quale avvenire per una popolazione di frontiera unita da un tale passato? Impossibile non abordarare qui la questione della Regio Insubrica. Durante il periodo di presenza sul terreno abbiamo cercato di capire quale sia il

sentimento della popolazione di Chiasso nei confronti di questo progetto estremamente presente nei media, sovente proprio accanto all'evocazione dei problemi scatenati dalle divergenze tra Svizzera e Italia in materia di clandestini. La domanda che ci siamo posti è la seguente: che cosa pensano gli abitanti delle regioni di frontiera, designati comunemente con il termine dialettale di «Mairamina», vissuti da sempre sulla frontiera e della frontiera, a proposito degli *Insubres*, presentati dai promotori della *Regio Insubrica* come gli antenati comuni al Ticino e alla Lombardia, simili di una cultura senza frontiere che si vorrebbe fare rivivere? Attraverso le nostre osservazioni, abbiamo potuto constatare che, per ora, i «Mairamina» non sembrano pronti ad assumere l'identità etnica transfrontaliera di *Insubres*. Essa pare quasi essere stata costruita su misura per loro dagli attori economici e culturali, desiderosi di aumentare le sinergie. Dal punto di vista antropologico si potrebbe interpretare questa volontà alla luce del concetto di etnicità. Esso presuppone che tutto gruppo etnico, al di là della sua realtà oggettiva, è soprattutto il frutto di una costruzione ideologica in vista di un'azione di autodefinizione e di differenziazione culturalmente e economicamente (nel caso della *Regio Insubrica*) produttiva, un po' come la nazione se-

condo Ernest Gellner. L'etichetta di *Insubres*, anche se non del tutto sconosciuta, non pare ancora presente nelle mentalità. I «Mairamina», benché coscienti dei legami con la vicina Italia, disposti al contatto e al confronto, sottolineano con forza la loro appartenenza alla Svizzera. Secondo loro, aperta o chiusa, bucata o «mangiata» («maiada»), la frontiera, linea geopolitica e referente identitario di un'entità socio-culturale che si è creata attorno ad essa, deve restare presente.

In conclusione possiamo affermare che l'immagine della frontiera così come è scaturita dalla nostra ricerca è quella di un'entità instabile, che nell'immaginario collettivo si apre e si chiude in continuazione. La popolazione che la abita, pare oscillare anch'essa tra la coscienza e il riconoscimento di legami regionali transfrontalieri ed il bisogno della presenza di una *linea* che ha permesso l'esistenza e la produttività di quest'ultimi ma che, in caso di bisogno, rende al contempo possibile l'identificazione alla nazione. Siamo così in presenza di una categoria ibrida, facente ricorso contemporaneamente ad una referenza etnica regionale (che si è espressa con forza in certi momenti storici) ed una referenza nazionale. Queste due referenze non costituiscono i termini di un'alternativa, e non implicano pertanto alcuna scelta. Esse sono al contrario complementari e permettono agli attori sociali, da un lato di posizionarsi rispetto al resto della Svizzera e dell'Europa, e dall'altro di esercitare un controllo sul loro spazio.

■ In rete

Esposizioni

La grande illusione

Musée d'art et d'histoire, Musée d'ethnographie, Museum d'histoire naturelle, Neuchâtel, fino al 21 ottobre 2001
www.ne.ch/neuchatel/men

■ Libreria geografica

Internet

Il sito dell'Associazione italiana insegnanti di geografia, sezione di Varese
welcome.to/allig-varese

Il sito della geografia svizzera
www.swissgeography.ch/_t_est/index.html

L'INED (Institut national études démographiques) pubblica dati aggiornati sullo stato della popolazione mondiale
www.ined.fr

Il sito della Fondazione Educazione e Sviluppo, associazione che promuove iniziative in campo educativo, delle relazioni interculturali e ricerche sullo sviluppo sostenibile
www.globaleducation.ch

Il sito della pubblicazione di Manlio Dinucci «Geografia del sistema globale» (Zanichelli) mette a disposizione on line schede aggiornate su problematiche diverse utili ai docenti per la preparazione delle lezioni
www.zanichelli.it/scuola/geografia/dinucci/archivio.htm

Riviste

Storia Urbana, 87, aprile-giugno 1999

Città e wilderness alle frontiere americane
Franco Angeli, Milano, 2000

Storia urbana, 88/89, luglio-dicembre 1999

La regionalizzazione degli insediamenti informali in America latina: Messico, Brasile, Uruguay, Cile, Argentina, Perù
Franco Angeli, Milano, 2000

Recensioni

Matrimonio, divorzio e rappacificazione.

Alcuni spunti sulle relazioni tra paesaggio e geografia partendo da un recente saggio di Jean-Marc Besse

È recentemente apparso uno stimolante saggio di Jean-Marc Besse dal titolo «Voir la Terre»¹ che sollecita i geografi a riflettere su una loro vecchia conoscenza: il concetto di paesaggio. La pubblicazione è costituita da sei saggi incentrati rispettivamente sul tema della famosa ascensione di Petrarca al Mont Ventoux, su Breugel e l'arte topografica olandese, sulla scoperta del paesaggio italiano da parte di Goethe, sulla fenomenologia (con riferimento all'opera di Eric Dardel), sulla presenza del paesaggio nelle opere del filosofo Péguy e infine sul paesaggio nel pensiero geografico da Alexander Von Humboldt a Paul Vidal de La Blache.

Ci limitiamo in questa sede a riportare qualche osservazione su quest'ultimo tema, anche se il libro di Besse contiene riflessioni che vanno oltre l'aspetto che abbiamo deciso di discutere.

Pur con la schematizzazione che un simile procedimento implica, si possono definire tre diversi momenti che caratterizzano la relazione tra geografia e paesaggio: matrimonio, divorzio e riappacificazione.

Il primo consiste nell'identificazione più o meno completa tra paesaggio e geografia. Come sappiamo il concetto nasce all'interno delle discipline artistiche e letterarie; attribuendogli una nuova ricchezza di contenuti, Von Humboldt lo porterà nel campo della scienza quale strumento di descrizione del Mondo. Nella geografia classica, che si affermerà soprattutto tra le due guerre, l'analisi del paesaggio diverrà un tema centrale. Il paesaggio sarà allora considerato come una *floronomía* (o una *iscrizione*), che registra la presenza dell'uomo sulla Terra.

La geografia di quegli anni, più attratta dal concreto e dal visibile che non dalla teoria, acquisterà con esso un oggetto di studio specifico e assumerà l'osservazione sul terreno (e preferibilmente l'osservazione dall'alto) quale metodo prioritario di indagine. Il terreno, grande libro da interpretare, assumerà nella geografia un valore euristico. Lo sguardo, unendo un insieme di oggetti eterogenei nello spazio, abbraccerà allora la totalità del paesaggio e, per riprendere una sottolineatura di Besse, il paesaggio diverrà portatore di una «densità ontologica propria».

Caricato di natura e storia, esso definirà la personalità di una regione di cui verranno messi in evidenza soprattutto i «generi di vita». Sarà questa la posizione che Paul Vidal de La Blache svilupperà nei suoi «Tableau de la géographie de la France». Un suo discepolo, Jean Brunhes, sintetizzerà bene questa posizione: «qui est géographe sait ouvrir les yeux et voir. Ne voit pas qui veut. En matière de géographie physique come en matière de géographie humaine, l'apprentissage à la vi-

sion positive des réalités de la surface terrestre sera le premier stade et non le plus aisé» (La géographie humaine, 1912).

Il momento in cui la geografia si definirà come scienza del paesaggio, si protrarrà sino agli anni 1950. Nel corso dei due decenni successivi si manifesteranno i primi segni di crisi e poi il divorzio.

Apparirà chiaramente la contraddizione tra centralità del concetto e debolezza delle metodologie messe in atto per analizzarlo.

Aspetto e funzioni non coincideranno più. I critici sottolineano l'impossibilità di fondare una scienza sulle sole apparenze e evidenzieranno parzialità dello sguardo e «totalitarismo dell'occhio». Questo autorizzerà a dimenticare strutture, flussi e fenomeni non direttamente visibili. L'autopsia (vedere con i propri occhi o con quelli di un altro) avrà allora il sopravvento sull'astrazione.

Nuove sensibilità, come il ritorno del soggetto nelle scienze umane, la riscoperta dei bisogni soggettivi, la messa in evidenza degli aspetti simbolici nel paesaggio, la presa di coscienza delle dimensioni ambientali porteranno, a partire dagli anni settanta, una riabilitazione del concetto. Questa opera sarà iniziata dai geografi fisici che considerano il paesaggio come la traduzione spaziale di un ecosistema. Con un rinnovato interesse per le dimensioni sensoriali, percettive e umanistiche nella geografia, il paesaggio è così diventato uno strumento indispensabile alla descrizione e all'analisi qualitativa. Anche se oggi non è probabilmente più possibile costruire una disciplina basandosi su di esso, la geografia culturale, come messa in evidenza delle dimensioni simboliche nel nostro rapporto con lo spazio, ha saputo assumere e dare nuovo slancio a questo concetto.

Il paesaggio si appresta oggi a diventare uno strumento operativo in grado di evidenziare le dimensioni territoriali ed ecologiche della pianificazione dei territori e di riunire gli aspetti sensoriali con quelli materiali, la scienza con l'arte.

Questo è divenuto un concetto «diagonale» capace di federare attorno a sé discipline diverse e di coinvolgere architetti, urbanisti, ecologi e geografi. Per questi ultimi potrebbe quindi essere utile riannodare le fila con la loro tradizione, osservare come questa sia stata percepita dall'esterno, sottoporla a vaglio critico e infine produrre nuovi strumenti per tentare di rinnovarla.

J.-M. Besse ci restituisce un interessante sguardo esterno. In un saggio apparso sulla rivista *Le Visiteur*² egli analizza le relazioni che il paesaggista americano John Brinckerhoff Jackson, personalità di riferimento per tutti i cultori del tema del paesaggio, aveva intrattenuato con la geografia. Per questi, sin dai primi momenti della sua rivista *Landscape* (1951), la scuola geografica francese, i suoi rappresentanti (tra cui Jean Brunhes, Maurice Le Lannou, Pierre Deffontaine) e i suoi metodi (ad esempio l'interpretazione della fotografia aerea di paesaggio), erano stati un importante riferimento. È interessante notare come J. B. Jackson abbandonò questi riferimenti al momento in cui lo slancio della geografia classica cominciava ad indebolirsi e iniziava ad affermarsi la geografia quantitativa e l'analisi spaziale della nuova geografia di provenienza anglosassone. Questo momento, come abbiamo sottolineato, corrisponde all'istante in cui il concetto di paesaggio perde la sua centralità nella storia del pensiero geografico. Constatazioni che permettono a Besse di porre la seguente domanda: «Pourquoi pas, finalement, si, prenant l'œuvre de Jackson comme point de départ, on l'utilise comme une

ressource pour questionner le rapport que la géographie entretient avec elle-même, avec son histoire, y compris la plus récente, et avec ses objets. Et la question, grâce à Jackson, deviendrait alors : géographie, où sont passés tes paysages?»

Probabilmente l'intelligenza paesaggistica e la capacità descrittiva implicita nella posizione «realista» propria della geografia classica (paesaggio non solo come rappresentazione artistica o sguardo ma come territorio) sopravvivono oggi nella pratica dei paesaggisti nel momento in cui essi analizzano un sito animato da una intenzione di conoscenza e di progetto.

Claudio Ferrata

¹ Jean-Marc Besse

Voir la terre. Six essais sur la géographie et le paysage

Actes sud/ENSP/Centre du paysage, Arles, 2000, pp. 164.

Besse è filosofo e geografo, *chargé de recherche* al CNRS, lavora sulla storia e l'epistemologia della geografia e sui temi del paesaggio e dell'ambiente nella cultura contemporanea. Insegna all'Università di Paris I, all'École nationale supérieure du paysage di Versailles e all'Università di Ginevra.

² Jean-Marc Besse

J. B. Jackson et la géographie humaine. Les débuts de la revue Landscape

in: *Le Visiteur*, numéro 5, printemps 2000. Société française des architectes, Paris, p. 106-129.

Segnalazioni

Eugenio Turri

La megalopoli padana
Marsilio, Venezia, 2000, pp. 312

Eugenio Turri

Il monte Baldo

Cierre edizioni, Verona, nuova edizione, 2000, pp. 368

Denis Cosgrove

Il paesaggio palladiano. La trasformazione geografica e le sue rappresentazioni culturali nell'Italia del XVI secolo
Cierre edizioni, Verona, 2000, pp. 368

Harriet G. Rosenberg

Un mondo negoziato. Tre secoli di trasformazioni in una comunità alpina del Queyras
Carocci editore/MUCGT, Roma/San Michele all'Adige, 2000, pp. 244

Hervé Gumuchian, Claude Marcis

Initiation à la recherche géographique. Aménagement, développement territorial, environnement
Anthropos/Les Presses de l'Université de Montréal, Paris-Montréal, 2000, pp. 426

Michel Phillippeau

La géographie appliquée. Du géographe universitaire au géographe professionnel
Armand Colin, Coll U, Paris, 1999, pp. 304

Henri Bakis, Muriel Bonin

La photographie aérienne et spatiale
PUF, coll. Que sais-je?, Paris, 2000, pp. 128

Angelo Turco

Terra eburnea. Il mito, il luogo, la storia in Africa
Unicopli, Milano, 1999, pp. 309

Antony Giddens

Il mondo che cambia. Come la globalizzazione ridisegna la nostra vita
Il Mulino, Bologna, pp. 120

Paolo Perulli

La città delle reti. Forme di governo nel postfordismo
Bollati Boringhieri, Torino, 2000, pp. 192

Franco La Cecla

Perdersi. L'uomo senza ambiente
prefazione di Gianni Vattimo
Editori Laterza, Roma-Bari, nuova edizione, 2000, pp. 183

Antonio Navarra, Andrea Pinchera
Il clima

Laterza, Roma-Bari, 2000, pp. 230

Fabrizio Eva

Cina e Giappone. Due modelli per il futuro dell'Asia
UTET Libreria, Torino, 2000, pp. 204

Rémy Allain, Guy Baudelle

Géographie du peuplement
Armand Colin, Paris, 2000, pp. 192

Gilles Chabaud et al. (testes réunis et publiés par)

Les Guides imprimés du XVIe au XXe siècle. Villes, paysages, voyages
Belin, Paris, 2000, pp. 704

Gabriel Rougerie

L'homme et son milieu. L'évolution du cadre de vie
Nathan, Paris, 2000, pp. 288

■ GEA domani

■ Sommario

Conferenze

Editoriale

Ola Söderström, geografo, direttore della
Fondation Braillard Architectes, Ginevra

Polarità

La geografia nel progetto

Réchauffement du climat, sécheresse
et feux de forêts au Tessin

Accademia di architettura, Mendrisio,
aula polivalente, ore 20.30

di M. Rebetz

3

Mercoledì 4 aprile 2001

promosso da GEA-associazione dei
geografi in collaborazione con l'Accademia
di architettura dell'USI

Cambiamenti climatici e stazioni
seismiche ticinesi. Quale futuro?
di O. Chassot

6

Assemblea generale

La révision de la LAT ... un cadeau

12 marzo 2001, Istituto Cantonale di
Economia e Commercio (ICEC), Bellinzona,
ore 18.30.

empoisonné pour les paysans et
l'agriculture suisse?
di J. Ruegg

10

Aperitivi geografici

Ricerche

Le réchauffement climatique:

Urbanizzazione e diritto

conséquences pour la Suisse
con Martine Rebetz, geografa e climatolo-
ga, collaboratrice dell'Istituto Federale di

all'architettura nelle città brasiliane
di F. Dubs

18

ricerche sulla foresta, la neve, il paesaggio

Snack Bar Steib, Quartiere Maghetti

«Mataranina»: etnologia di una

frontiera

di C. Camporovo

21

Lugano, venerdì 6 febbraio 2001, ore 18.30

Verso l'Argentina

In rete

con Ivano Fosanelli, geografo

Esposizioni

24

Snack Bar Steib, Quartiere Maghetti

Lugano, mercoledì 7 marzo 2001, ore 18.30

Libreria geografica

Internet

24

Il piatto svizzero tra locale e globale

Riviste

con Robert Rügger, storico

Recensioni

24

Snack Bar Steib, Quartiere Maghetti

Segnalazioni

27

Lugano, lunedì 16 aprile 2001, ore 18.30

InfoGEA è la pubblicazione semestrale di GEA-associazione dei geografi, casella postale 1605, 6500 Bellinzona (CH).
Redazione a cura di C. Ferrata, A. Merlini, A. Steib Neunschwander, Tel. 091/966 85 73 e 091/940 18 14,
e-mail: claudio.ferrata@bluewin.ch. Segretariato dell'associazione: G. Tognola, Tel. 091/945 23 03.
Grafica e impaginazione di S. Camporovo Merlini.

InfoGEA viene pubblicata anche in CyberGEA, all'indirizzo www.gea-ticino.org, webmaster M. Clerici.